



VILLE DE SEYSSINS

ARRETE

N° 164 / 2022

Objet : Commune de Seyssins – Suppression de places en zone bleue, avenue du Grand Champ à Seyssins.

Je soussigné, Fabrice HUGELE, Maire de la ville de Seyssins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-2 ainsi que L.2213-1 à L.2213-6,

Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route et notamment son article L.411-1, R.417-10, L.325-1 à L.325-15 et R.325-1 à R.325-52,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu la réaménagement des places de stationnement en zone bleue, avenue du Grand Champ.

Considérant dès lors qu'il convient de mettre en œuvre de nouvelles mesures de circulation et de stationnement sur l'avenue du Grand Champ afin de garantir la sécurité des usagers,

ARRETE

Article 1: Objet

Les 19 places de stationnement en zone bleue vont être modifiées et réduites à 5 places. Les 14 restantes auront un marquage blanc, et le stationnement se fera sans limite de temps.

Article 2: Signalisation

Grenoble Alpes Métropole est chargé de la modification du marquage.

Article 3: Publicité

Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

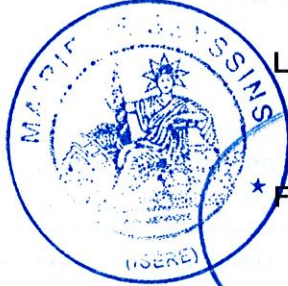
Article 4 : Recours

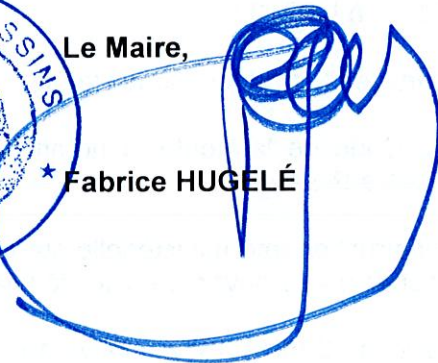
Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant Le Maire de Seyssins. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux.

Article 5: Exécution

Le directeur général des services de la commune de Seyssins, les services municipaux, la gendarmerie de Seyssinet-Pariset, la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

En mairie, le 23 juin 2022.

 **Le Maire,**
* **Fabrice HUGELÉ**



Certifié exécutoire par le Maire.
Compte-tenu de l'affichage le :